

RÉACTION DU PRÉSIDENT CELLOU DALEIN DIALLO FACE À LA CABALE POLITICO-JUDICIAIRE DU CNRD

Halte à la division et à la désinformation

Mes chers compatriotes,

Comme vous le savez, c'est entre autres pour mettre fin à l'instrumentalisation de la justice et au piétinement des droits et libertés des citoyens et au dysfonctionnement des institutions que Mamadi Doumbouya avait justifié son coup d'État sanglant du 5 septembre 2021.

Aujourd'hui, 5 ans après, il est devenu le champion, toutes catégories, de la restriction des libertés publiques et de la violation des droits de l'homme. Le climat de terreur qu'il a instauré, marqué notamment par les disparitions forcées, l'assassinat impuni de manifestants, la mort suspecte en détention de personnalités civiles et militaires, continue d'endeuiller notre peuple. **Il n'est un secret pour personne que la séparation des pouvoirs et l'indépendance des institutions n'existent plus dans notre pays. La volonté de Mamadi Doumbouya s'impose à tous. Quant à la justice, elle n'a jamais été aussi caporalisée, bafouée et déshonorée que maintenant.**

Par respect pour le peuple martyr de Guinée, épris de justice et de vérité, je ne peux me taire face à la cabale politico-judiciaire, montée de toutes pièces, par un régime aux abois et visant Algassimou Diallo, un magistrat réputé d'une grande probité et moi-même.

Je ne pourrai laisser passer un montage si grossier, véhiculé par un mensonge d'État et amplifié par les médias publics dans le dessein obscur de manipuler l'opinion et de porter préjudice à mon honneur et ma réputation.

Je le dis sans ambages ni équivoque : **je n'ai jamais parlé, ni au téléphone ni de vive voix, à Algassimou Diallo que je ne connais pas personnellement.** En outre, je ne peux tenir les propos sectaires qu'on m'a attribués dans le fameux audio ou évoquer des projets de déstabilisation de la Guinée que je n'ai pas. J'ai une ligne et un projet politiques clairs, connus de tous, fondés sur l'éthique républicaine et le pari démocratique.

Ceux qui ont sacrifié nos acquis démocratiques, détruit les fondements de notre nation, instrumentalisé, à leur profit, notre Justice et qui se livrent impunément à la dilapidation de nos ressources et à la violation de nos droits et libertés, sont ceux-là qui veulent se faire passer, aujourd'hui, pour des objecteurs de conscience, des patriotes soucieux de la préservation de l'unité nationale et de la défense des libertés publiques, de la démocratie et de l'État de droit.

Heureusement qu'au-delà des postures opportunistes et des discours publics démagogiques, l'on sait, à ce jour, par les faits et les actes posés, qui sont les bourreaux de notre jeune démocratie, les véritables ennemis de la République et les fossoyeurs de notre économie. Personne n'ignore non plus qui, avec les rétro-commissions tirées de la surfacturation de contrats publics, d'octroi de licences et d'exonérations indues ou de détournements purs et simples de deniers publics, se livrent à des constructions ou à des acquisitions d'immeubles haut standing à Conakry, dans la sous-région ouest-africaine, en Europe et en Amérique du Nord.

Aucune inversion des charges ne sera possible.

Mes chers compatriotes,

J'en appelle à chacun et à tous à rester mobilisés et vigilants, à ne pas céder à la politique de « diviser pour régner », à s'engager résolument pour le retour effectif à l'ordre constitutionnel dans le strict respect des règles et principes de la démocratie et de l'État de droit.

Aux usurpateurs du pouvoir politique, fébriles et affolés, dépourvus de légitimité et agissant, en toute illégalité, je rappelle cet adage : « **À force de crier au loup, on finit par le voir.** »

Ensemble, Unis et solidaires, nous vaincrons.

À bas la dictature !

Vive la République !

Vive l'unité nationale !

**Cellou Dalein Diallo
Président de l'UFDG**